RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ANNEXE 3-A

RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE
DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP
A LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

***

INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

***

Le présent dossier de candidature est composé des documents suivants :

- le dossier à compléter ;
- la liste des directions offertes ;
- la fiche d'information sur le métier d'inspecteur des Finances publiques.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature :
20 janvier 2023

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

(cachet de réception)

RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP A LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

****

DOSSIER DE CANDIDATURE
à un emploi d'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES
à compter du 1er septembre 2023

Date limite de dépôt des candidatures : le 20 janvier 2023

1 - Directions sollicitées
(classées par ordre de préférence décroissant)

Se reporter à la liste des directions proposées jointe au dossier de candidature.

Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions.

Aucune copie de votre dossier ne sera faite pour les autres directions sollicitées.

Attention : le classement des directions par ordre de préférence doit être identique pour tous les dossiers déposés sous peine de rejet de la candidature.

Choix	Département ou Code dir°	Libellé Direction (ex : DDFIP de l'Ain)
1 -	.....	.....
2 -	.....	.....
3 -	.....	.....
4 -	.....	.....
5 -	.....	.....

2 - Renseignements concernant le candidat

☐ M. Nom de naissance : .....

☐ Mme Nom d'usage : .....

Prénoms : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone Domicile : ..... - ..... - ..... - ..... -..... Portable : ..... - . ..... - ..... - ..... -.....

Adresse électronique : .....

Né(e) le : ..... / ..... / .....

à ..... (ville – département) ..... (pays si naissance hors de France)

N° de Sécurité Sociale : /___/____/____/____/_____/_____/____/

Nom et prénom du père : ..... né le : ...../...../.....

Nom de naissance et prénom
de la mère : ..... née le : ...../...../.....

Situation familiale : ☐ Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Concubin(e) ☐ Pacsé(e)
☐ Divorcé(e) ☐ Séparé(e) ☐ Veuf(e)

Nombre d'enfants à charge : .....

Le cas échéant, exercez-vous une activité professionnelle ? ☐ oui ☐ non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quel secteur ? : ☐ privé

☐ public **(Attention : ce recrutement n'est pas offert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire)**

Dans quelle localité ? : .....

Diplôme ou titre professionnel le plus élevé reconnu, visé ou délivré par l'Etat :
.....

Comment avez-vous eu connaissance de ce recrutement? : ☐ courriel de
« lettreinfo@hanploi.com »avec lien sur le portail du ministère de l'économie et des finances
☐ site internet (lequel ?) : .....
☐ presse ☐ autre : .....

3 - Pièces à joindre au dossier de candidature

1 - lettre de motivation ;

2 - curriculum vitae ;

3 - photocopie recto verso d'une pièce d'identité justifiant de la nationalité française ou d'une pièce justifiant que vous êtes ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (c'est-à-dire de l'un des États suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède ou de la Suisse). Un certain nombre d'emplois auxquels conduisent les concours sont réservés aux seuls ressortissants français. Ces emplois sont ceux qui présentent des prérogatives de puissance publique.

4 - une des pièces indiquées ci-après justifiant être bénéficiaire de l'obligation d'emploi :

- notification de la décision de la CDAPH ou de la COTOREP reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ou attestation de demande de reconnaissance en cours, attestation de bénéficiaire de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé, attestation d'orientation vers le marché du travail,
- pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 %, attestation de versement d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire,
- attestation de versement d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain,
- attestation de versement d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi nº 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
- copie de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » telle que définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles,
- attestation de versement de l'allocation aux adultes handicapés,
- pour les anciens militaires et assimilés, attestation de versement d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

5 - copie du titre professionnel ou diplôme de niveau 6 minimum reconnu, visé ou délivré par l'État (ex : licence)

Intitulé du titre ou diplôme : .....

délivré le ...../...../..... par .....

6 - un justificatif de la participation à la « journée défense et citoyenneté » **uniquement pour les candidats âgés de moins de 25 ans** à la date du recrutement. Si cette obligation n'a pas encore été effectuée, fournir l'attestation provisoire « en instance de convocation » à la JDC, ou attestation individuelle d'exemption, ou l'attestation de situation administrative (en cas de perte du justificatif).

A ....., le .....

(signature du candidat)

4. Où déposer votre dossier de candidature ?

Vous adresserez vos dossiers de candidature aux ***directions sollicitées*** (les coordonnées figurent sur la liste des directions offertes pour le poste d'inspecteur des Finances publiques jointe au dossier de candidature).

Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions pour un emploi d'inspecteur des Finances publiques.

Aucune copie du dossier ne sera faite pour les autres directions demandées.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature le 20 janvier 2023

(Cachet de la poste faisant foi)

Tout dossier incomplet et/ou transmis hors délais sera rejeté.

5. Quelle suite sera donnée à votre candidature ?

Les candidatures feront l'objet d'un premier examen à la suite duquel les directions pourront convoquer les candidats sélectionnés à un ***entretien.***

A cette occasion, la Direction Générale des Finances Publiques vérifie la ***validité des pièces du dossier de candidature*** ainsi que les conditions générales d'accès aux emplois publics (nationalité, droits civiques, casier judiciaire et, le cas échéant, position régulière au regard de la « journée défense et citoyenneté »).

Les candidats non sélectionnés sont avisés par les directions du rejet de leur candidature.

Le recrutement des candidats ***retenus à l'issue des entretiens*** est ensuite subordonné à la ***vérification de leur aptitude à un emploi public de l'État et la compatibilité de leur handicap avec l'emploi postulé par un médecin agréé.***

En l'absence de tout empêchement, il est procédé à la ***signature du contrat*** d'engagement (contrat à durée déterminée d'un an, à l'issue duquel le candidat a vocation à être titularisé).

RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE

DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP A L'EMPLOI D'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

****

LISTE DES DIRECTIONS OFFERTES

DIRECTION : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques			Adresse d'envoi des dossiers de candidature	Correspondant	Tél	Nombre de postes
010	DDFIP	AIN	11 Bd Maréchal Leclerc BP 40423 01012 Bourg-en-Bresse	Mme NEVEU Marie-Laure	04-74-45-68-57	1
060	DDFIP	ALPES-MARITIMES	15bis rue Delille 06073 Nice Cedex 1	Mme CANUTO Mylène	04-92-17-62-93	1
140	DDFIP	CALVADOS	7 Bd Bertrand BP 40532 14034 Caen Cedex 1	M. PONTIS Guy	02 31 38 24 56	1
170	DDFIP	CHARENTE-MARITIME	24 avenue de Fétilly BP 40587 17021 La Rochelle Cedex 1	Mme ISABET Isabel	05-46-00-96-84	1
220	DDFIP	COTES-D'ARMOR	17 rue de la Gare – CS 82366 22023 Saint-Brieuc CEDEX 1	M. CHARVET Baptiste	02-96-75-41-22	1
250	DDFIP	DOUBS	63 quai Veil-Picard 25030 Besançon Cedex	M. PANIER Christophe	03-81-25-20-23	1
270	DDFIP	EURE	Cité administrative bvd Georges Chauvin CS 50012 27023 Evreux	Mme LE BIEZ Isabelle M AUDIC Tristan	02-32-24-88-93 02-32-24-87-10	1
350	DRFIP	ILLE-ET-VILAINE	Cité admin – av Janvier - BP 72102 35021 Rennes Cedex 9	Mme MEIGNE Véronique	02-99-79-80-05	1
370	DDFIP	INDRE-ET-LOIRE	94 Bd Béranger – CS 33228 37032 Tours Cedex 1	Mme LEMOINE Agnès	02-47-21-74-24	1
380	DDFIP	ISERE	8 rue de Belgrade 38022 Grenoble Cedex	Mme JACQUOT Arielle M. GIBOT Philippe	04-76-85-74-45 04-76-85-75-98	1
440	DRFIP	LOIRE-ATLANTIQUE	4 quai de Versailles – CS 93503 44035 Nantes Cedex 1	Mme MOCHON Dominique	02-40-20-76-77	1
490	DDFIP	MAINE-ET-LOIRE	1 rue Talot – BP 84112 49041 Angers Cedex 01	Mme GODARD Sylvie	02-41-20-22-89	1

DIRECTION : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques			Adresse d'envoi des dossiers de candidature	Correspondant	Tél	Nombre de postes
510	DDFIP	MARNE	12 rue de Ste Marguerite 51022 Châlons-en-Champagne Cedex	Mme LECRIVAIN Isabelle	03-26-69-53-30	1
540	DDFIP	MEURTHE-ET-MOSELLE	50 rue des Ponts - CS 60069 54036 Nancy Cedex	Mme CONICELLA Mélanie	03-83-17-70-04	1
670	DRFIP	BAS-RHIN	4 place de la République - CS 51002 67070 Strasbourg Cedex	Mme GLORIOD Elisabeth	03-88-56-55-37	1
690	DRFIP	RHÔNE	3, rue de la Charité 69268 Lyon Cedex 02	M. ADRIAO Sergio	04 72 40 87 92	1
740	DDFIP	HAUTE-SAVOIE	18 rue de la Gare – BP 330 74008 Annecy Cedex	Mme ESCOFFIER Christiane	04-50-51-96-92	1
750	DRFIP	PARIS	94, rue Réaumur 75104 Paris Cedex 02	Mme TREFFEL Catherine	01-55-80-87-26	1
760	DRFIP	SEINE-MARITIME	21 quai Jean Moulin 76037 Rouen Cedex	Mme LOIACONO Marinette	02-35-58-37-53	1
770	DDFIP	SEINE-ET-MARNE	38 avenue Thiers 77011 Melun Cedex	Mme PATERNA Céline	01-64-87-83-66	1
780	DDFIP	YVELINES	16, avenue de Saint-Cloud 78018 Versailles Cedex	Mme LEIBER Valérie Mme BAROTH Marie-Françoise	01-30-84-62-15 01-30-84-62-50	1
800	DDFIP	SOMME	22 rue de l'Amiral Courbet 80026 Amiens Cedex 1	Mme BLAREL Geneviève	03-22-71-42-72	1
890	DDFIP	YONNE	9, rue Marie Noël - BP 109 89011 Auxerre Cedex	M. LANGLET Benoît	03-86-72-36-58	1
910	DDFIP	ESSONNE	27 rue des Mazières 91011 Evry Cedex	Mme MARMU Agnès M. ARIAS François	01-69-27-83-43 01-69-13-27-74	1
920	DDFIP	HAUTS-DE-SEINE	167/177 avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex	Mme THIBAUD Geneviève	01-40-97-32-14	1
950	DDFIP	VAL-D'OISE	5 av. Bernard Hirsch – Parvis préfecture 95010 Cergy-Pontoise Cedex	Mme THEPAUT Patricia Mme KEITA Hawa	01-34-25-29-13 01-34-25-29-28	1
973	DRFIP	GUYANE	Rue Fiedmond - BP 7016 97307 Cayenne Cedex	M. THIERRY Valère	06-94-46-85-43	1
976	DRFIP	MAYOTTE	Avenue de la Préfecture BP 501 97600 Mamoudzou	Mme LATRECHE Zoubida	02-69-61-82-73	1

DIRECTION : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques		Adresse d'envoi des dossiers de candidature	Correspondant	Tél	Nombre de postes
A15	Service de la Documentation Nationale Cadastrale	82 rue du Maréchal Lyautey 78100 Saint-Germain-en-Laye	Mme LEMOINE Catherine	01-30-87-57-89	**1**
A40	Direction Nationale d'Enquêtes Fiscales	6 bis rue Courtois 93695 Pantin Cedex	Mme PRADIGNAC Sophie	01-49-91-81-12	**1**
B30	Service d'Appui aux Ressources Humaines	10 rue du Centre – TSA 40004 93160 Noisy-le-Grand	M. ALTAVILLA Philippe Mme ROUVELIN Corinne	01-57-33-85-22 01-57-33-85-34	**1**

FICHE D'INFORMATION SUR LE METIER D'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Emploi de catégorie A

FORMATION INITIALE

D'une durée d'une année, elle est composée d'une formation théorique probatoire dans un des établissements de formation de l'École Nationale des Finances Publiques (ENFiP) (Clermont-Ferrand dans le Puy-de-Dôme et Noisiel en Seine-et-Marne), suivie d'une formation pratique probatoire dans la direction de recrutement et sur le poste d'affectation ou, le cas échéant, dans l'intérêt du service, sur un poste identique.

Ces deux périodes de formation donnent lieu à une évaluation, en vue de la titularisation dans le grade d'inspecteur des Finances publiques.

Les stagiaires reçoivent, notamment, une formation au management et à la communication, une formation financière, juridique, économique, comptable et technique.

FONCTIONS

Les inspecteurs des Finances Publiques peuvent exercer différentes fonctions qui nécessitent toutes un niveau élevé de compétence en matière juridique, fiscale et comptable, vous pourrez notamment exercer :

- ✓ dans un service des impôts des particuliers (SIP) ou dans un service des impôts des entreprises (SIE), piloter la mission d'accueil en assurant un rôle d'expertise sur les dossiers complexes ;
- ✓ dans un pôle de recouvrement spécialisé (PRS), apporter un soutien technique sur les recouvrements à fort enjeu ;
- ✓ dans un pôle de contrôle et d'expertise (PCE), assurer le contrôle sur pièces des dossiers des professionnels ;
- ✓ en tant que vérificateur, travailler au contact direct du monde économique à travers les contrôles fiscaux d'entreprises ou de particuliers ;
- ✓ dans un service dépenses de l'État, encadrer une équipe et superviser notamment le traitement des actes de dépenses (dépenses de fonctionnement, d'investissement, marchés publics, de paye) émanant des services ordonnateurs ;
- ✓ exercer votre métier d'inspecteur sur des fonctions supports en tant que chef du service des ressources humaines, de la formation professionnelle ou encore du budget-logistique ;
- ✓ dans un centre des finances publiques être responsable ou adjoint, chargé d'un secteur d'animation et d'expertise dans le secteur public local et avoir un rôle de conseil et de référent auprès des ordonnateurs en matière de finances locales ;
- ✓ en tant que rédacteur dans le réseau ou en administration centrale, procéder à des expertises techniques dans votre spécialité ;
- ✓ en tant qu'huissier, participer sur le terrain au recouvrement forcé des produits de l'État, locaux et divers.